



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 21 juin 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,6% sur les cinq premiers mois de l'année

Banque et finance [\(ici\)](#)

Ouverture financière : la CBIRC a approuvé la première entreprise de courtage monétaire étrangère en propriété exclusive

Finance verte : Shenzhen créera un fonds pour gérer les revenus des ventes de crédits carbone ; Shanghai Environment and Energy Exchange a annoncé les règles sur la négociation des crédits carbone au niveau national

Marché financier : la Chine a lancé le premier contrat d'option sur le pétrole brut en RMB

Matières premières : les autorités prennent de nouvelles mesures afin d'endiguer la flambée des prix et la spéculation

Fintech : injonctions données par la PBoC aux banques et à des institutions de paiement de couper les circuits de financement des opérateurs en crypto-monnaies

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

IDE : la Chine premier émetteur et deuxième récipiendaire d'investissements directs à l'étranger en 2020 selon les Nations Unies

Relations US – Chine : sanctions américaines visant le secteur des panneaux solaire au Xinjiang

Relation Chine-US: le département américain du Commerce annule la liste des transactions interdites avec TikTok et WeChat

Relations Chine – Australie : dépôts de plaintes devant l'OMC

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : dans le cadre de la refonte de son activité de notation de crédits personnels (Zhima Credit), Ant Group devrait partager les données de crédit des utilisateurs aux autorités

Technologies : la Commission de contrôle et d'administration des actifs d'Etat (SASAC) confirme officiellement la fusion entre CETC et Potevio

E-commerce : Li Keqiang appelle à accélérer le développement du e-commerce transfrontalier

Automobiles : les ventes de véhicules électriques sont en hausse malgré une baisse globale de la production automobile

Politique industrielle : le département du travail du Front Uni a tenu un séminaire sur la manière de renforcer le secteur des sciences et technologies

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : la Chine a ratifié officiellement l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal visant à éliminer progressivement les gaz HFC

Energie : suite à une série tragique d'accidents ces dernières semaines, les autorités locales ont fermé des mines afin de procéder à des inspections de sécurité

Energie : le sud de la Chine a connu d'importantes pénuries d'électricité à l'arrivée de l'été

Energie : deux découvertes majeures de champs pétroliers dans le Xinjiang et en Mongolie Intérieure pour le chinois CNPC

Biodiversité : le ministère des Ressources naturelles a publié la version en chinois du Standard mondial de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature

Transport aérien : trafic aérien fortement en baisse à Shenzhen, et potentiellement à Hangzhou, dans un contexte de résurgence de passagers infectés au COVID-19

Aéronautique : Airbus consolide sa coopération industrielle et ses services en Chine

Transport aérien : Juneayo étend son partenariat commercial avec Finnair, et poursuit son ambition de participer à la consolidation de l'offre de transport aérien en Chine

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Hunan : lancement d'une première ligne de production de carbure de silicium dans le parc industriel de semi-conducteurs San'an de Changsha

Guizhou : Full Truck Alliance, plateforme numérique de fret routier, réussit son entrée à la Bourse de New York

Sichuan : la province ordonne à son tour la fermeture des fermes de minage de crypto-monnaies

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Restrictions de déplacement liées à la Covid-19 : assouplissement de la quarantaine à Hong Kong pour les résidents vaccinés

Distribution des bons d'achat de 5000 HKD à partir du 1^{er} août

Inflation : l'indice des prix à la consommation poursuit sa légère hausse au mois de mai à +1%, après +0,8% en avril

Macao

Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de 9% en mai

Taiwan [\(ici\)](#)

Commerce bilatéral : les exportations françaises progressent au cours des quatre premiers mois 2021

Covid-19 : un partenariat public privé pour relancer la campagne de vaccination

Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

Tensions inter détroit : le bureau économique et culturel de Taipei à Hong Kong pourrait fermer dès juillet

5G : premier atelier franco-taiwanais dédié aux applications dans l'industrie et le secteur de la santé

Chine continentale

Conjoncture

Finances publiques : les recettes publiques enregistrent un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,6% sur les cinq premiers mois de l'année

Sur les cinq premiers mois de l'année 2021, les recettes publiques s'élèvent à 9645 Mds RMB, soit une augmentation de +24,2% par rapport à la même période de 2020 (contre +25,5% en g.a. sur les quatre premiers mois), correspondant à un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,6% (identique à celui constaté sur les quatre premiers mois). Les recettes fiscales et les recettes non fiscales s'accroissent respectivement de +25,5% et +16,2% en g.a. entre janvier et mai. La taxe foncière et la taxe sur la valeur ajoutée foncière augmentent respectivement de +39,7% et +35,4% par rapport à la même période de 2020, principalement en raison du dynamisme du marché immobilier. Il convient également de noter que la TVA à l'importation et les droits de douane s'accroissent respectivement de +29% et +27% sur les cinq premiers mois, reflétant non seulement la reprise du commerce international, mais également l'impact de la flambée des prix des matières premières récemment.

Les dépenses publiques s'élèvent à 9355 Mds RMB sur les cinq premiers mois, soit une croissance ralentie de +3,6% par rapport à la même période de 2020 (contre +3,8% en g.a. sur les quatre premiers mois). Au cours du quadrimestre sous revue, les dépenses dans l'éducation, la santé et la sécurité sociale/emploi augmentent respectivement de +12,1%, +6,6% et +4,7% en g.a.

Pour mémoire, selon le rapport de politique budgétaire publié consécutivement aux Lianghui, le déficit budgétaire officiel sera ramené à environ 3,2% du PIB en 2021 (contre "3,6% ou plus" fixé en 2020). Les dépenses gouvernementales augmenteront de +1,8% en g.a. à 25 012 Mds RMB, en lien avec un rebond des recettes fiscales de +8,1% d'une année sur l'autre à 19 765 Mds RMB en 2021. Les efforts se concentreront sur le soutien à l'emploi et le niveau de vie des populations, en allouant 15,3% à l'éducation, 13,8% à la sécurité sociale et aux emplois, 7,5% à la santé (en 2020, les dépenses de l'éducation représentaient 14,8%, la sécurité sociale et les emplois 13,3%, la santé 7,8%).

S'agissant des fonds budgétaires gérés par les administrations publiques (APU), entre janvier et mai, les recettes des fonds généraux s'établissent à 2970 Mds RMB (en augmentation de 25,6% en g.a.), au titre desquelles l'essentiel provient de la cession des terrains (2612 Mds RMB au niveau national, en augmentation de 23,9% en g.a.). Pour mémoire, la cession des terrains, la vente de loterie, le fonds de construction ferroviaire, le fonds de construction électrique, le fonds de construction du projet des Trois Gorges, le fonds de construction de nouveaux potagers, le fonds de construction d'autoroutes, le fonds de construction d'infrastructures d'aviation civile et le fonds de construction portuaire sont tous inclus dans ces fonds budgétaires des APU, dont les recettes sont principalement destinées à la construction d'infrastructures et aux services publics.

En ce qui concerne les obligations des gouvernements locaux, les collectivités ont émis au total 2546 Mds RMB d'obligations entre janvier et mai (contre 3200 Mds RMB sur les cinq premiers mois de 2020), dont 1170 Mds RMB de Special purpose bonds (SPB) (contre 2255 Mds RMB sur les cinq premiers mois de 2020). L'émission de

SPB de cette année a beaucoup ralenti par rapport à l'année dernière, nonobstant l'effet de base relativement élevé pendant le Covid l'année précédente. Ce ralentissement est également lié à deux facteurs, l'un de calendrier : alors que le MOF avait autorisé les collectivités locales à utiliser leur quota de SPB (1000 Mds RMB) pour l'année 2020 dès novembre 2019, le quota de SPB pour l'année 2021 n'a été accordé qu'au début du mois de mars 2021, lors des deux assemblées (les Lianghui) ; l'autre d'opportunité, les gouvernements étant réticents à utiliser les enveloppes, compte tenu du faible pourcentage de projets rentables et de leur niveau d'endettement élevé. Pour l'année 2021, les gouvernements locaux sont autorisés à émettre 3650 Mds RMB de SPB qui sont généralement utilisés pour financer des projets d'infrastructure et de bien-être public, en baisse légère par rapport aux 3750 Mds RMB accordés l'année dernière.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Ouverture financière : la CBIRC a approuvé la première entreprise de courtage monétaire étrangère en propriété exclusive

Le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a approuvé le lancement de la première entreprise de courtage monétaire - Ueda Yagi Money Broking (China) Co Ltd, entièrement détenue par des capitaux étrangers - Ueda Yagi (une société japonaise créée en 1918 et principalement active sur le marché monétaire interbancaire). Ueda Yagi Money Broking (China) Co Ltd, dont le capital social est de 60M RMB (9,3M USD), est la sixième entreprise de courtage monétaire, à capitaux en tout ou partie étrangers, autorisée à exercer en Chine des activités de courtage sur le forex, le marché monétaire, la négociation d'obligations et de produits dérivés entre les institutions financières. Les cinq autres sociétés de courtage monétaire sont des coentreprises entre des entreprises étrangères et locales.

Pour mémoire, depuis la promulgation des « Mesures pour les sociétés de courtage monétaire pilotes » en 2005, avec l'approbation de la CBIRC, cinq coentreprises de courtage monétaire ont été créées en Chine continentale de 2005 à 2012. En juillet 2019, la Commission de stabilité financière et de développement du Conseil des Affaires d'Etat a annoncé 11 mesures d'ouverture financière, et notamment « favoriser la création de sociétés de courtage monétaire détenues totalement par des capitaux étrangers ».

Finance verte : Shenzhen créera un fonds pour gérer les revenus des ventes de crédits carbone ; Shanghai Environment and Energy Exchange a annoncé les règles sur la négociation des crédits carbone au niveau national

Shenzhen prévoit de créer un fonds du marché du carbone pour mieux gérer les revenus de la ville provenant de la vente de crédits carbone, dans un contexte où les autorités chinoises souhaitent mettre en œuvre les engagements pris en vue de réduire les émissions. Le fonds de Shenzhen gèrera l'argent généré par la vente de quotas d'émission de carbone, avec des investissements axés sur la construction du marché carbone de la ville et des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le fonds tentera de lever davantage de capitaux privés pour soutenir le marché du carbone.

Le 23 juin, le Shanghai Environment and Energy Exchange a énoncé les règles régissant la négociation des crédits carbone au niveau national, en limitant la variation journalière du prix des crédits carbone à 10% et le volume d'échange maximum d'une seule transaction à 100 000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone. Les règles énoncent les limites du marché national du carbone de la Chine avant son lancement officiel prévu à fin juin. En dépit de l'établissement de ce marché national du carbone, les marchés-pilotes régionaux existent toujours. Pour mémoire, en 2011, la Chine a décidé de créer des marchés-pilotes en matière de négociation de crédits carbone dans sept régions, y compris Pékin, Shanghai, Shenzhen, Tianjin, Chongqing, la province du Guangdong et la province du Hubei, en incluant près de 3000 entreprises dans une vingtaine de secteurs. Jusqu'à présent, le volume d'échange accumulé sur ces marchés-pilotes a atteint 440M tonnes d'équivalent dioxyde de carbone pour un montant total de 10,5 Mds RMB. Néanmoins, les crédits carbone ne sont pas valorisés de manière homogène sur ces marchés et les prix divergent. En décembre 2020, le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a listé 2225 sociétés de production d'électricité sur le marché du carbone au niveau national, qui ne traiteront plus sur les marchés-pilotes régionaux, et les secteurs couverts s'élargiront progressivement aux huit industries, y compris la production d'électricité, la pétrochimie, la chimie, les matériaux

de construction, l'acier, les métaux non ferreux, la fabrication du papier et l'aviation civile. Selon Capital Securities, le volume d'échange total sur le marché du carbone en Chine atteindra 250M tonnes d'équivalent dioxyde de carbone pour un montant total de 6 Mds RMB en 2021, soit trois fois le volume d'échange total sur les marchés-pilotes en 2020.

La négociation de crédits carbone est considérée comme un outil efficace pour lutter contre le changement climatique, car il oblige les entreprises à payer pour toute émission de dioxyde de carbone ou d'autres gaz à effet de serre qu'elles produisent au-delà d'une limite définie. Cela crée une forte incitation financière pour les entreprises à économiser l'énergie et à réduire leurs émissions. Dans le cadre de ce système, le gouvernement accorde ou vend aux entreprises un nombre limité de crédits carbone, également appelés certificats d'émission, qui leur permet d'émettre une certaine quantité de gaz à effet de serre. Après une première étape au cours de laquelle la plupart des crédits seront émis gratuitement dans le cadre du marché national du carbone, la proportion de crédits payants augmentera progressivement.

Marché financier : la Chine a lancé le premier contrat d'option sur le pétrole brut en RMB

Le 21 juin, la Chine a lancé le premier contrat d'option sur le pétrole brut à Shanghai International Energy Exchange (INE), qui fait partie de Shanghai Futures Exchange (SFE). Durant le premier jour de négociation, le volume d'échange a atteint 50,7M RMB (7,8M USD) avec 4475 lots, le ratio des options call (acheteurs à terme) sur les options put (vendeurs à terme) étant 0,81. Les entreprises impliquées dans le premier lot de transactions comprenaient PetroChina International Co. Ltd., (Hong Kong), Chambroad Petrochemical, Trafigura Group Pte. Ltd., Mercuria Energy Group Ltd., Freepoint Commodities LLC., BOCI Global Commodities, China Merchants Securities, CITIC Securities, Guotai Junan Risk Management Co., Ltd., etc. La seule agence de courtage non-résidente ayant participé aux premiers échanges était une société de droit hongkongais China Xin Yongan Futures Company Limited. Les nouveaux contrats d'options sur le pétrole brut libellés en yuan sont accessibles aux investisseurs étrangers, dans le sillage du lancement récent des options sur l'huile de palme libellées en yuan à Dalian Commodity Exchange, qui sont également ouvertes aux non-résidents, marquant ainsi une nouvelle étape dans les plans d'ouverture des marchés financiers de la Chine et d'augmentation de son pouvoir de fixation des prix sur les matières premières négociées à l'échelle mondiale.

La Chine s'est engagée à développer ses marchés de produits dérivés et à les rendre davantage accessibles aux investisseurs étrangers, qui souhaitent disposer depuis longtemps d'instruments de couverture et de spéculation sur les marchés chinois continentaux leur permettant de gérer leurs risques sur actions, obligations et matières premières. La Chine souhaite également renforcer son influence, non seulement sur les prix, mais également sur les marchés mondiaux de matières premières afin de disposer d'un plus grand pouvoir de négociation, en créant notamment des substituts chinois à des marchés de matières premières où le dollar continue de jouer un rôle exorbitant de droit commun.

Pour mémoire, un dérivé est un contrat dont la valeur réplique les fluctuations d'un actif sous-jacent, comme les actions, les obligations, les matières premières agricoles et industrielles, les devises, les taux d'intérêt et leurs indices correspondants. Les dérivés courants comprennent les contrats à terme, les options et les swaps. Alors qu'un contrat à terme donne à un investisseur l'obligation d'acheter ou de vendre l'actif sous-jacent à un prix prédéterminé à un moment prédéterminé, un contrat d'options donne à un investisseur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre le produit sous-jacent défini dans le contrat. Le premier contrat à terme chinois sur pétrole brut libellé en yuan accessible aux investisseurs étrangers a été négocié sur l'INE en mars 2018.

Il s'agissait du premier produit à terme sur matières premières en Chine ouvert aux investisseurs étrangers. La demande d'options sur le pétrole brut a été alimentée par les fluctuations spectaculaires des prix mondiaux du pétrole.

Matières premières : les autorités prennent de nouvelles mesures afin d'endiguer la flambée des prix et la spéculation

Le mardi 22 juin, l'Administration nationale des réserves alimentaires et stratégiques (National Food and Strategic Reserves Administration, NFSRA) a confirmé qu'elle libérerait des stocks de matières premières métalliques, à savoir du cuivre, du zinc et de l'aluminium, au titre de ses réserves stratégiques nationales. Le 16 juin, la NFSRA avait tout d'abord indiqué que ces stocks seraient vendus par lots aux producteurs et fabricants industriels, sans donner plus de détails sur les volumes susceptibles d'être mis en vente. Un communiqué complémentaire a précisé cette semaine les modalités des opérations : 20 000 tonnes de cuivre (soit 2,4% de la production mensuelle moyenne de cuivre raffiné nationale en 2020), 30 000 tonnes de zinc (soit 1% de la production mensuelle moyenne en 2020) et 50 000 tonnes d'aluminium (soit 5,6% de la production mensuelle moyenne en 2020) seront vendues via des appels d'offres ouverts sur la plate-forme d'enchères électroniques wuage.com entre le 5 et le 6 juillet. Il s'agit de la première libération de stocks étatiques de cuivre annoncée publiquement depuis 2005 (80 000 tonnes avaient été vendues à cette date), tandis que les dernières mises en vente de réserves d'aluminium (220 000 tonnes) et de zinc avaient été réalisées en 2010. La Chine ne publie pas d'informations sur les volumes de matières premières qu'elle détient dans ses réserves stratégiques, ces dernières pouvant être libérées en cas d'urgence, notamment pour atténuer les pressions inflationnistes. La NFSRA a également déclaré que les acheteurs devaient être engagés dans des activités de production industrielle et ne pourraient pas revendre les matières premières acquises.

En outre, la Commission nationale pour le développement et la réforme (National Development and Reform Commission, NDRC) a annoncé le 23 juin qu'elle avait lancé conjointement avec le Bureau de la surveillance des prix et de la concurrence de l'Administration d'État pour la réglementation des marchés (State Administration for Market Regulation, SAMR) une enquête dans diverses provinces sur les transactions au comptant et à terme sur le marché des matières premières. Selon le communiqué officiel, l'enquête vise à analyser les fluctuations d'offre et de prix auxquelles sont confrontés les producteurs en aval de la chaîne de valeur, et qui pourraient se répercuter sur les consommateurs finaux et les bénéficiaires des entreprises. L'objectif des autorités est de limiter les dynamiques spéculatives et de garantir l'approvisionnement du marché, tout en regroupant les avis des experts et des institutions de marché concernées. En particulier, la NDRC et la SAMR ont sondé les 18 et 21 juin le National Coal Trading Center et le Beijing Iron Ore Trading Center Corporation (COREX), afin d'étudier les fluctuations des prix sur les marchés du charbon et du minerai de fer. Les autorités ont indiqué qu'elles s'engageraient à contrôler les transactions anormales et puniraient sévèrement les pratiques spéculatives, les accords conclus de manière illicite et pouvant s'apparenter à des comportements oligopolistiques ainsi que la diffusion d'informations erronées sur l'augmentation des prix.

Ces annonces interviennent dans le contexte d'un rebond rapide des prix des matières premières depuis le début d'année, alimenté par le redressement de la demande mondiale et la spéculation des intervenants de marché sur les marchés à terme de matières premières, compte tenu de la liquidité internationale abondante induite par des politiques monétaires dans les pays développés jugées excessivement accommodantes par les responsables de la politique économique chinoise. Mardi 22 juin, les contrats de référence à terme sur le cuivre (benchmark futures contract) sur le Shanghai Futures Exchange ont augmenté de 1,16 % à 67 900 RMB la tonne (10 486 USD), niveau

record depuis 2011, tandis que les contrats sur l'aluminium et le zinc ont crû respectivement de 1,19 % et 0,23 % à 18 720 RMB (la barre des 20 000 RMB atteinte le 10 mai n'avait pas été enregistrée depuis 2008) et 21 670 RMB (niveau non atteint depuis 2019). Pour rappel, l'augmentation des prix des matières premières, combinée à un effet de base important, a alimenté en mai la plus forte hausse de l'IPP enregistrée depuis septembre 2008, à +9,0% en g.a., contre +6,8% en avril (l'IPP s'est inscrit en territoire négatif pendant plusieurs mois de l'année dernière). Les inquiétudes se sont multipliées en Chine et récemment à l'étranger quant à l'existence de facteurs exogènes pouvant contribuer à une accélération rapide de l'inflation.

Dans ce contexte, les autorités ont mis en œuvre dès mai des mesures visant à stabiliser les prix des matières premières. Le 20 mai, le Conseil d'État avait notamment proposé l'augmentation des droits de douane à l'exportation sur certains produits en acier, l'annulation des dégrèvements de la TVA pour certaines exportations afin de favoriser l'approvisionnement des acteurs nationaux (mesure qui avait été mise en œuvre dès le 1er mai), et l'abaissement des droits de douane sur un certain nombre de matières premières afin de favoriser les approvisionnements (cf. Brèves du 17 mai). Fin mai, la NDRC avait également mis en garde contre une « spéculation excessive » sur les marchés des matières premières et déclaré qu'elle réprimerait les pratiques de cartellisation et les fausses informations diffusées par certains intervenants (cf. Brèves du 7 juin).

Fintech : injonctions données par la PBoC aux banques et à des institutions de paiement de couper les circuits de financement des opérateurs en crypto-monnaies

Comme l'indique une déclaration publiée le 21 juin par la PBoC, la banque centrale chinoise s'est entretenue avec cinq grandes banques ICBC (Industrial and Commercial Bank of China), ABC (Agricultural Bank of China), CCB (China Construction Bank), PSBC (Postal Savings Bank of China), IB (Industrial Bank Co., Ltd) ainsi qu'avec la plateforme de paiements mobiles Alipay sur les prestations de service que ces institutions fournissent aux opérateurs de crypto-monnaies. L'objectif de la PBoC est de mettre en œuvre la décision de la 51ème réunion plénière du Comité financier du Conseil des affaires d'Etat tenue le 21 mai visant à lutter contre la spéculation sur les crypto-monnaies telles que le Bitcoin, à protéger les biens des personnes ainsi qu'à maintenir la sécurité et la stabilité financière.

La PBoC considère que les comportements spéculatifs sur les crypto-monnaies perturbent l'ordre économique et financier, portent atteinte à la sécurité des biens des masses populaires, multiplient les risques liés à certaines activités illégales voire criminelles telles que le transfert transfrontalier illégal d'actifs et le blanchiment d'argent.

La PBoC a donc enjoint aux banques et institutions financières d'appliquer strictement les règles de supervision en la matière telles que la « Circulaire sur la prévention des risques liés au Bitcoin » et l'« Annonce sur la prévention des risques liés au financement par ICO (Initial coin offering) », de remplir rigoureusement les obligations d'identification des clients, de ne pas fournir certains produits ou services tels que l'ouverture de compte, l'enregistrement, la transaction, la compensation ou le règlement pour les activités connexes. Les institutions doivent examiner et identifier les comptes des plateformes de transactions et des opérateurs OTC de crypto-monnaies et couper rapidement le cas échéant les circuits de financement de ces derniers. Elles doivent également analyser les caractéristiques des transactions de fonds liées aux activités spéculatives sur crypto-monnaies, améliorer l'aspect technique, les modèles de contrôle sur les transactions anormales ainsi que les capacités de surveillance et d'identification. Enfin, elles doivent améliorer leurs mécanismes de fonctionnement interne, clarifier les responsabilités et la répartition des tâches afin d'assurer une bonne mise en place des mesures de surveillance et de traitement.

Les données montrent qu'après la publication de cette annonce, le Bitcoin a plongé rapidement, tombant ponctuellement en dessous de 32 000 USD par pièce, soit une baisse de plus de 10%. Parallèlement, le Litecoin a chuté de 16% et l'Ethereum de près de 15%.

Il convient de noter que consécutivement à la déclaration publiée par la PBoC, les banques ICBC, ABC, CCB ainsi que la plateforme AliPay ont toutes publié des communiqués reprenant la déclaration de la PBoC et indiquant que s'il était avéré que des clients effectuaient des opérations sur crypto-monnaies, elles procéderaient à la clôture du compte desdits clients et rapporteraient l'incident au régulateur.

En outre, s'agissant des activités de minage, le Xinjiang, le Qinghai et le Sichuan ont emboîté le pas de la Mongolie intérieure, qui avait été la première province chinoise à les interdire fin mai. En particulier, le Sichuan a procédé en fin de semaine dernière à la fermeture de 26 fermes de minage, tout en ordonnant aux fournisseurs d'énergie de poursuivre leurs inspections.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

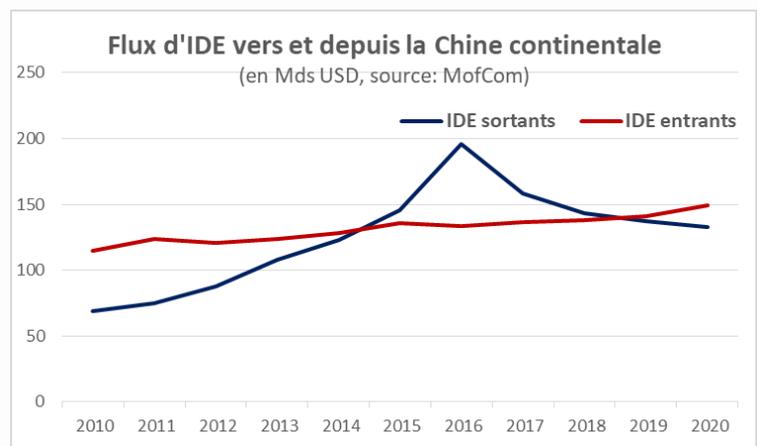
IDE : la Chine premier émetteur et deuxième récipiendaire d'investissements directs à l'étranger en 2020 selon les Nations unies

Selon le [rapport annuel](#) de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les flux d'IDE vers et depuis la Chine (hors Hong-Kong) sont restés stables en 2020 malgré la chute des flux dans le monde (-35 % à 999 Mds USD). Il convient de noter que ces chiffres prennent en compte les « investissements directs » et non par « investisseur ultime », favorisant les *hubs* de transit des investissements tels que le Luxembourg et Hong Kong.

La Chine est devenue en 2020 le premier émetteur d'IDE au monde (133 Mds USD, -2,9 % en g.a.) devant le Luxembourg (127 Mds USD, +273,5 %), le Japon (116 Mds USD, -48,9 %) et Hong Kong (102 Mds USD, +92,5 %). La France a quant à elle gagnée 2 places, arrivant à la 7^{ème} position (44 Mds USD, +12,8 %) devant l'Allemagne (35 Mds USD, -74,8 %).

Les IDE chinois sortants sont restés concentrés, selon le MofCom, dans les domaines des « services commerciaux » (31,4 % du total), de la manufacture (15,0 %), du commerce de gros et de détail (12,1 %) et des technologies de communications (5,0 %).

Concernant les investissements entrants, la Chine est restée à la deuxième position (149 Mds USD, +5,7 %) derrière les Etats-Unis (156 Mds USD, -40,2 %).



Relations US – Chine : sanctions américaines visant le secteur des panneaux solaire au Xinjiang

Après les secteurs du coton et de la tomate, [des mesures coordonnées émanant de trois administrations américaines](#) ont visé le secteur du polysilicium, matière première utilisée dans la fabrication de panneaux solaires, en provenance du Xinjiang d'où provient près de 42 % de la production mondiale de polysilicium. Ces mesures font suite aux [propos de John Kerry](#) le 13 mai déclarant à la Chambre des représentants que le gouvernement envisageait de prendre des sanctions envers les fabricants de panneaux solaires qui aurait recours au travail forcé.

Le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce a ajouté le 23 juin [5 entreprises sur son « entity list »](#). Les entreprises, qu'elles soient situées aux Etats-Unis ou à l'étranger, ne peuvent exporter ou réexporter des produits et technologies « d'origine américaine » (à plus de 25 %) vers ces entités sauf octroi d'une licence par le département du Commerce.

- **Hoshine Silicon Industry**: le groupe produit du silicium métallurgique, la matière première utilisée pour produire du polysilicium utilisé dans les panneaux solaires.
- **Xinjiang Daqo New Energy** - une unité de Daqo New Energy qui est le 3^{ème} producteur chinois de polysilicium.

- **Xinjiang East Hope Nonferrous Metals** - filiale du géant manufacturier East Hope Group basé à Shanghai, le 5^{ème} producteur chinois de polysilicium.
- **Xinjiang GCL New Energy Material**, filiale du groupe GCL qui est un acteur pleinement intégré de la chaîne du solaire, de la production de polysilicium (2^{ème} producteur chinois en capacités annuelles) à celle de panneaux solaires (7,5 GW de capacité de production estimée pour 2021) en passant par la fabrication des wafers et des cellules.
- **Xinjiang Production and Construction Corps (XPCC)**: organisation affiliée à l'Etat, déjà sanctionnée en juillet 2020 par le Trésor américain.

Le *US Customs and Border Protection* (CPB) a publié le 24 juin un *Withhold Release Order* (WRO) sur les produits à base de silice fabriqués par **Hoshine Silicon Industry** (également placée sur la *entity list*) en raison du recours au travail forcé de la minorité ouïghoure. Le WRO permet aux douaniers de bloquer les importations de Hoshine, qu'elles arrivent aux Etats-Unis directement de Chine ou qu'elles transitent par un autre pays ; les biens ne seront débloqués que si Hoshine prouve que les marchandises n'ont pas été fabriquées en ayant recours au travail forcé.

[Le département du travail \(DoL\) a ajouté le polysilicium](#) le 23 juin à sa "liste des biens produits par le travail des enfants ou par le travail forcé" qui contient également les produits textiles et les tomates. L'ajout de produits sur cette liste n'a pas de conséquence immédiate pour les producteurs, mais peut constituer une base pour les sanctions prises par d'autres administrations.

Relation Chine-US: le département américain du Commerce annule la liste des transactions interdites avec TikTok et WeChat

Le 21 juin, le département américain du Commerce [a annoncé](#) l'annulation de la liste des transactions interdites avec TikTok et WeChat, publiée en septembre 2020 à la suite du décret présidentiel cherchant à bloquer ces deux applications. Ce décret avait par la suite été suspendu par le tribunal du district de Columbia.

Cette annonce faite suite à la décision de l'administration Biden prise le 9 juin annonçant la révocation du décret pris sous la présidence Trump ([voir les brèves de la semaine du 7 juin 2021](#)). Néanmoins, le DoC devrait lancer une enquête sur les menaces potentielles posées par TikTok et WeChat.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a qualifié ce geste d' « [étape positive](#) ».

Relations Chine – Australie : dépôts de plaintes devant l'OMC

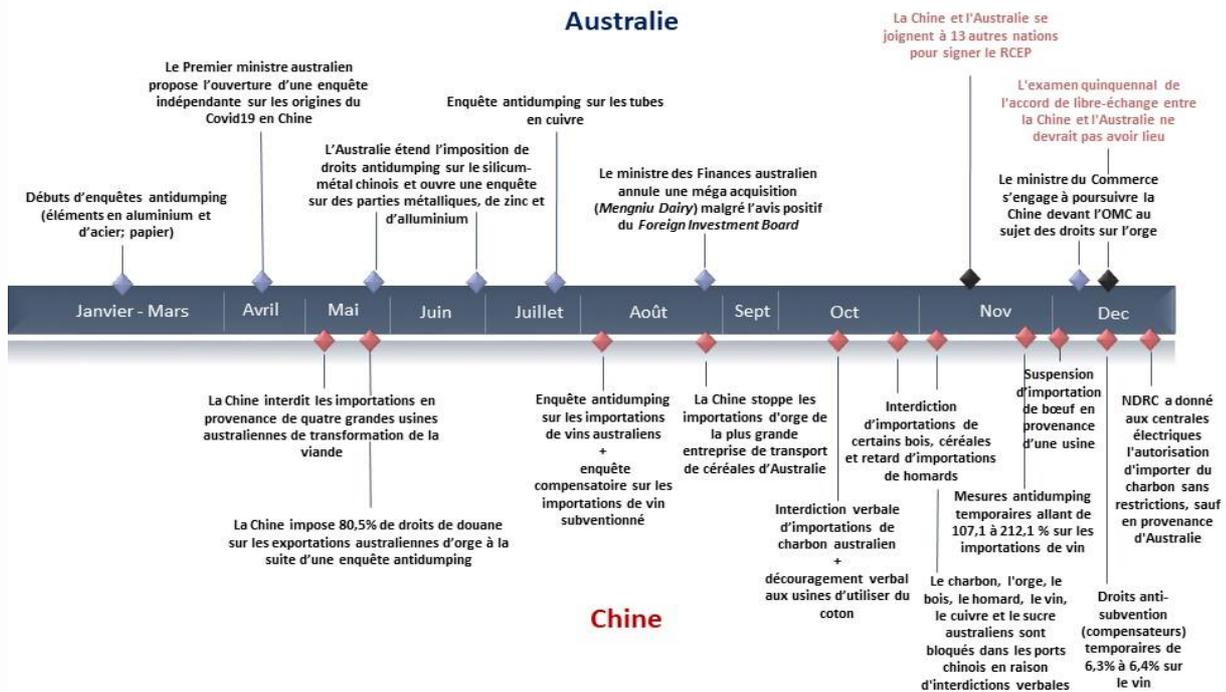
Le conflit commercial entre la Chine et l'Australie se porte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Australie a, le 19 juin, porté plainte devant l'OMC au sujet des droits de douane, allant de 107,1 % à 212,1 %, imposés par Pékin sur les vins australiens le 27 novembre 2020 ([voir les brèves de la semaine du 30 novembre 2020](#)). Les importations chinoises de vins australiens se sont par la suite effondrées sur les 5 premiers mois de 2021 : -81,0 % en g.a., la part de marché des vins australiens est passée de 37,6 % à 7,1 %. Il s'agit de la deuxième plainte de l'Australie devant l'OMC à l'encontre de la Chine en 6 mois, après celle concernant les droits de douanes sur l'orge australien ([voir les brèves de la semaine du 14 décembre 2020](#)).

La Chine a par la suite porté plainte devant l'OMC, le 24 juin, envers l'Australie pour ses droits antidumping et antisubventions sur les importations chinoises de roues de chemin de fer (allant jusqu'à 17,4 %), de tours d'éoliennes (10,9 %) et de produits d'évier en acier inoxydable (60,2 %).

La relation entre Pékin et Canberra a connu une dégradation à la suite d'une demande en avril 2020 de la part du gouvernement australien d'une enquête indépendante sur l'origine du coronavirus en Chine.

Chronologie des tensions commerciales sino-australiennes en 2020



Sanctions commerciales chinoises envers l'Australie					
Marchandise concerné	Type de mesure	Date	Durée	Justification	Conséquences (estimations)
Viande (bœuf)	- 4 abattoirs interdits d'exporter	11/05/2020	Temporaire	Mesure sanitaire Manquements en matière d'inspection et de quarantaine (manquement à des obligations de marquage)	/
	- Ajout d'un 5 ^{ème} (Queensland meatworks)	08/12/2020			
	- Ajout d'un 6 ^{ème} (Meramist Pty Ltd)	09/10/2020			
	Ajout d'un 7 ^{ème} et 8 ^{ème} abattoirs				

Orge	Imposition de droit de douane de 80,5% (73,6% anti dumping et 6,9% droits de douane) Suspension des exportations de CBH Group (exportateur)	18/05/2020 31/08/2020	Temporaire	Défense commerciale Mesure sanitaire (Enquête initiée 18 mois auparavant)	La Chine représentait un débouché pour 70% des exportations d'orge australien
Vin	Enquête anti-dumping Enquête antisubventions Marchandises bloquées Mesures anti-dumping – imposition de droits de douanes de 107,1% à 212,1% Mesures anti-dumping – ajout de taxes complémentaires de 6,3 à 6,4%	18/08/2020 31/08/2020 06/11/2020 28/11/2020 10/12/2020	Mesures antidumping temporaires (caution) jusqu'en août 2021	Défense commerciale Enquête initiée par des fabricants de vin chinois	Le vin australien représentait environ 37% des importations de vin en Chine
Charbon	Interdiction d'importer Mise en place de quotas envisagée	12/10/2020	Indéfinie	Défense commerciale	/
Coton Et laine (simplement mentionné)	Découragement à l'importation Interdiction de décharger	16/10/2020 06/11/2020	/	/	750 MUSD (2019) 64% du coton australien est exporté en Chine

Bois	Interdiction d'importer de la province du Queensland	30/10/2020	Susceptible d'ajustements ultérieurs	Mesure sanitaire (présence de peste et d'insectes non-indigènes)	Réduction de 1% des exportations vers la Chine (estimation)
	Marchandises bloquées	06/11/2020			
	Interdiction d'importer de la province de Victoria	11/11/2020			
	Etendu à la Tasmanie et Australie du sud	09/12/2020			
Blé	Suspension des importations d'Emerald Grain (exportateur)	30/10/2020	Menace non mise à exécution – en suspend	/	394 MUSD (estimation)
Homard/ langouste	Report des importations	30/10/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	94% des 752 MUSD d'exportations de homard/ langouste d'Australie sont allés à la Chine en 2018-19
	Marchandises bloquées	06/11/2020			
Sucre	Marchandises bloquées	06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	/
Cuivre	Marchandises bloquées	06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	/
Mouton	Interdiction d'importer (Australian Lamb Co. and JBS)	09/12/2020		/	578 MUSD

Industrie et numérique

Economie numérique : dans le cadre de la refonte de son activité de notation de crédits personnels (Zhima Credit), Ant Group devrait partager les données de crédit des utilisateurs aux autorités

Dans le cadre de sa restructuration pour se conformer aux nouvelles exigences réglementaires dans le secteur des *fintech* (voir [brèves du SER de Pékin du 26 avril 2021](#)), Ant Group est en discussion avec des entreprises publiques en vue de créer une entreprise de notation de crédit. L'entité résultante pourrait prendre la forme d'une coentreprise enregistrée comme une société de notation du crédit, et donnerait notamment à l'Etat accès aux données sur les crédits des consommateurs.

Seuls 35% des citoyens chinois ont un historique du crédit officiel ; un fossé que les autorités tentent de combler avec les informations de crédit dont disposent les entreprises privées comme Ant Group. A l'inverse des Etats-Unis par exemple, la Chine ne dispose pas d'un système de notation du crédit comme le FICO. La banque centrale chinoise (PBoC) dispose d'un centre de référence du crédit collectant des informations sur les individus et les entreprises, venant des banques commerciales et autres institutions financières, mais manque de données sur les individus non qualifiés pour les prêts bancaires traditionnels. Or, au cours de la dernière décennie, les entreprises du secteur des *fintech* ont augmenté les octrois de prêts à la consommation à la population chinoise. Lancé en 2015, Zhima Credit (précédemment Sésame) avait pour but, selon l'entreprise, d'aider les consommateurs et entreprises n'ayant pas ou peu d'historique de crédit à être considérés comme fiables dans le cadre de la contraction de prêts, par exemple là où les banques traditionnelles auraient été réticentes à leur en accorder. Ce faisant, Ant Group a accumulé une quantité conséquente de données sur les comportements des consommateurs (plus d'1 Md d'individus ont recours à l'application Alipay, pour dépenser, emprunter ou investir de l'argent), mais Zhima a également incorporé au sein de ses banques de données les habitudes de consommation et d'utilisation des réseaux sociaux de ces consommateurs. A terme, les entreprises des *fintech*, soutenues par les autorités en 2015, espéraient créer une banque de données de suivi des crédits de leurs clients.

Alors qu'elle avait encouragé en 2015 huit entreprises des *fintech* à établir de telles banques de données, la PBoC a pris des mesures à l'encontre des plateformes de prêts entre individus (*peer-to-peer lending platforms*) lancées par Zhima Credit. Elle a attribué une licence de trois ans à *Baihang Credit Scoring* (entreprise publique) en encourageant les huit entreprises susmentionnées à y prendre 8% des parts – et à nourrir la banque de données de Baihang avec leurs propres données. Il s'agit d'une opération à laquelle Ant n'avait jusqu'à l'année dernière pas souscrit, officiellement en raison du manque de consentement des utilisateurs en ce qui concerne le transfert de leurs données. Néanmoins, l'annulation de l'entrée en bourse d'Ant Group et sa restructuration en cours, supervisée par la PBoC, changent la donne.

Selon le [WSJ](#), les régulateurs souhaitent que les futurs actionnaires étatiques aient un rôle plus important au sein de la nouvelle entité. La création de cette entreprise, qui pourrait avoir lieu au Q3-2021, peut ainsi être appréhendée au regard de la volonté des autorités de réguler le secteur des *fintech*, de renforcer la stabilité financière, mais aussi comme un effort pour mettre fin aux monopoles des entreprises privées sur les données, alors que débute, au niveau étatique, une réflexion vers la mise en place d'un mécanisme de valorisation des données.

Technologies : la Commission de contrôle et d'administration des actifs d'Etat (SASAC) confirme officiellement la fusion entre CETC et Potevio

Le 23 juin, la Commission de contrôle et d'administration des actifs d'Etat (SASAC) a [officiellement annoncé](#) que China Putian Information Industry Group (Potevio) est devenu une filiale à part entière de China Electronics Technology Group Corporation (CETC 中国电子科技集团公司). L'annonce de cette fusion entre deux entreprises publiques (SOEs) avait eu lieu [dès février](#) dernier.

Ces deux entreprises sont deux fournisseurs importants de l'Armée populaire de libération (APL). Créé en 2002, CETC réunit 46 instituts de recherche et 26 entreprises. Le groupe est placé sous la tutelle de l'Administration d'État pour la Science, la Technologie et l'Industrie de la Défense nationale (SASTIND), elle-même rattachée au Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT). [Selon Sina](#), CETC fournirait divers types d'équipements en technologies de l'information (infrastructures, radars) permettant de répondre aux principaux besoins de l'APL. CETC produit également des composants clés pour les satellites destinés à la constellation BeiDou et autres programmes spatiaux. De son côté, China Putian Information Industry Group (Potevio) [se spécialise](#) également dans les équipements de télécommunications (dont la 5G) et approvisionne également l'APL. Les chiffres d'affaires combinés de ces deux entités représentaient 53 Mds USD en 2019.

Dans un discours de février 2021, le président de la SASAC, Hao Peng, avait indiqué que les SOEs comme CETC étaient en première ligne de l'effort de développement de technologies indigènes et de l'accélération de la R&D en lien avec le 14^{ème} plan quinquennal (alors à venir – en mars, Li Keqiang a annoncé que les investissements en R&D devront augmenter de 7% par an d'ici 2025). Les opérations de fusion sont également une priorité des réformes des SOEs depuis 2016, lorsque la SASAC avait [mis en garde](#) contre la « structure déraisonnable » et la « faible efficacité des allocations de ressources » des entreprises publiques. La fusion de CETC et Potevio intervient dans ce cadre, l'annonce de cette opération (février) ayant eu lieu au lendemain de l'annonce des plans de réformes des SOEs par la SASAC pour 2021. Entre 2016 et 2020, [24 SOEs](#) ont été fusionnées en 12 groupes.

Ces deux entreprises font aussi l'objet d'une attention accrue des Etats-Unis, qui dès 2018 ont restreint les exportations vers CETC et ses filiales. A l'été 2020, Hikvision (détenu à 40% par CETC) et CETC ont été intégrées à la liste des entreprises militaires définies par le département de la Défense des Etats-Unis, interdisant aux entreprises et ressortissants américains d'y détenir des titres financiers. En août 2020, quatre filiales de CETC ont été [placées sur la liste des entités](#) du Département du Commerce des Etats-Unis, pour leurs implications dans le conflit en mer de Chine méridionale.

E-commerce : Li Keqiang appelle à accélérer le développement du e-commerce transfrontalier

Lors d'une réunion du Conseil des Affaires d'Etat le 22 juin, le Premier ministre Li Keqiang [a appelé](#) à développer des « nouveaux modèles de commerce », et en particulier du e-commerce transfrontalier. Le Conseil des Affaires d'Etat appelle notamment à étendre le périmètre des zones de pilotes d'e-commerce transfrontalier, à soutenir les entreprises dans la construction d'entrepôts à l'étranger, ainsi qu'à renforcer la coopération internationale sur la protection de la propriété intellectuelle.

La Chine est le [premier marché mondial du e-commerce](#), avec environ 1 920 Mds EUR de ventes réalisées en 2020 (soit devant les Etats-Unis qui comptent 665 Mds EUR de ventes). Selon le cabinet de recherche [eMarketer](#), le

nombre de ventes en ligne pourrait même dépasser le nombre de ventes physiques en 2021 – la part des ventes en ligne dans les ventes totales s'élevait déjà à 44,8% en 2020.

Les marchés étrangers deviennent également lucratifs pour les vendeurs en ligne chinois, l'e-commerce transfrontalier s'étant en effet considérablement développé au cours des cinq dernières années. Les ventes à l'étranger à partir de plateformes chinoises d'e-commerce (Taobao, JD.com), ont permis à plusieurs PME d'atteindre d'autres marchés étrangers.

Le développement de l'e-commerce transfrontalier est fortement encouragé par le gouvernement, qui y voit une [nouvelle voie](#) d'internationalisation pour les marques et produits chinois. De même, les grandes plateformes d'e-commerce disposent d'un plan d'internationalisation (celui de Tmall prévoit par exemple de soutenir l'internationalisation des marques chinoises dans les secteurs des cosmétiques et du textile). En 2017, le ministère du commerce avait également présenté sa vision « Silk Road e-commerce » dans le but de renforcer la coopération internationale en la matière avec les pays parties à l'initiative Belt and Road. Au total, la Chine compte 105 zones pilotes pour l'e-commerce transfrontalier, et 1 200 entrepôts existent à l'étranger. La réunion du Conseil des Affaires d'Etat du 22 juin confirme ainsi la volonté des autorités chinoises de développer plus avant l'e-commerce transfrontalier, alors qu'émergent des propositions de coopération avec plusieurs pays dont européens.

Automobiles : les ventes de véhicules électriques sont en hausse malgré une baisse globale de la production automobile

Les ventes de véhicules électriques (VE) en Chine mai étaient deux fois supérieures à leur niveau de mai 2019, s'élevant à 204 000 unités. De même, les ventes de véhicules à énergie nouvelle (VEN) ont augmenté de 160% en g.a. tandis que leur production a atteint 217 000 unités (+150% en g.a.). Des entreprises étrangères rencontrent néanmoins des [difficultés](#), en raison notamment d'un environnement compétitif et d'un manque de [connectivité](#) dans leurs modèles proposés.

Dans le même temps, la [production de véhicules \(toutes sources énergétiques confondues\) a diminué en mai](#), atteignant 2 M de véhicules (-6,8% en g.a.), notamment en raison de la pénurie de semi-conducteurs toujours prégnante qui affecte des voitures de plus en plus connectées. Néanmoins, les marques chinoises semblent pour le moment moins affectées par cette pénurie, leurs ventes étant généralement assez basses. La pénurie pourrait persister jusqu'à début 2022.

Politique industrielle : le département de travail du Front Uni a tenu un séminaire sur la manière de renforcer le secteur des sciences et technologies

Le 16 juin, le département de travail du Front Uni [a tenu un séminaire](#) visant à examiner les progrès en matière de « renforcement des forces stratégiques nationales scientifiques et technologiques ». Etait notamment présent Wang Yang 汪洋, membre du Comité permanent du Politburo et président de la Conférence consultative du peuple (CPPCC, organe consultatif se réunissant notamment avec l'Assemblée nationale populaire lors des deux sessions ou *lianghui*), en charge de la supervision du département du « travail du Front Uni ».

Wang Yang a notamment [mis en avant](#) le fait que la stimulation des forces stratégiques nationales scientifiques et technologiques est un déploiement majeur du Comité central du PCC. De leurs côtés, les autres partis politiques (se réunissant au sein du CPPC) se sont félicités des résultats et avancées « historiques » du pays en matière de sciences et technologies depuis le 18^{ème} congrès du PCC. Certains partis ont appelé les organisations non-affiliées au PCC à développer les talents et à prendre une part active dans la mise en œuvre des projets scientifiques nationaux importants. Les comités centraux des partis ont également relevé les obstacles au renforcement de la Chine dans les sciences et technologies, et ont chacun soumis des propositions pour y remédier : formation de talents, accélération des réformes du système de santé publique, soutien aux entreprises innovantes, mise en place d'un système de politique d'innovation scientifique et technologique de premier plan, renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle (qui peut traduire la volonté de [défendre les intérêts](#) des entreprises chinoises détentrices brevets essentiels à la norme) ...

Pour rappel, le Front uni est un département du Comité central du PCC organisant le « travail de Front Uni » au niveau opérationnel et est notamment mis en place pour maintenir et élargi l'adhésion des différents secteurs de la société aux grandes priorités du PCC. Au niveau politique, il est supervisé par le membre du Comité permanent officiant en tant que Président de la CPPCC, soit Wang Yang depuis 2017.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : la Chine a ratifié officiellement l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal visant à éliminer progressivement les gaz HFC

La Chine, premier pays émetteur mondial de gaz hydrofluorocarbures (HFC) et producteur de 70 % des climatiseurs dans le monde, a déposé [officiellement](#) son instrument de ratification de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal auprès du secrétaire des Nations Unies le 17 juin. La ratification de la Chine, hors Hong Kong, sera effective à partir du 15 septembre 2021, ce qui en fera le 121^e pays, plus l'UE, à rejoindre l'accord mondial.

En tant que pays en développement visé par l'article 5, la Chine est tenue de geler sa production et utilisation de HFC à partir de 2024. Ensuite, avec pour niveau de référence les années 2020 à 2022, le pays devrait réduire progressivement son usage des HFC pour atteindre respectivement 90 % en 2029, 70 % en 2035, 50 % en 2040 et 20 % en 2045.

Dès 2014, le gouvernement chinois avait lancé des [programmes](#) de subventions qui ont permis une première réduction des émissions de HFC et en particulier de HFC-23. « Fin 2020, la Chine avait déjà réduit ses émissions d'un total de 65 300 tonnes de HFC-23 grâce à notre financement, équivalent à une réduction de 764 millions de tonnes de CO₂ », a [déclaré](#) Li Gao, directeur du Département de changement climatique du ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE). Le MEE a par ailleurs lancé il y a un mois un [appel](#) à commentaires concernant la révision des réglementations nationales visant à mettre en œuvre l'élimination progressive des HFC, notamment en matière de surveillance atmosphérique. Le Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a fourni des commentaires demandant une applicabilité plus forte et par-delà, la transparence des données.

Pour rappel, l'Appel de Pékin sur la conservation de la biodiversité et le changement climatique, lancé le 6 novembre 2019 par Emmanuel Macron et Xi Jinping enjoignait les pays du monde à ratifier l'amendement de Kigali « aussitôt que possible ». Lors d'un entretien trilatéral avec le Président de la République et Angela Merkel le 16 avril 2021, Xi Jinping avait annoncé l'intention de la Chine de ratifier cet amendement, sans toutefois donner de date. L'amendement de Kigali, s'il est appliqué par l'ensemble des pays du monde, devrait permettre d'éviter un total de près de 0,5°C de réchauffement climatique.

Energie : suite à une série tragique d'accidents ces dernières semaines, les autorités locales ont fermé des mines afin de procéder à des inspections de sécurité

Depuis fin mai, le secteur minier chinois est l'objet d'une série de catastrophes, parmi lesquelles deux explosions de gaz dans le Henan et dans le Hubei qui ont causé respectivement 8 morts et au moins 35 morts, ou encore l'accident mortel dans une mine de fer du Shanxi qui a tué 13 mineurs.

Suite à cette série d'accidents très médiatisés, les autorités locales ont commencé à fermer de multiples mines pour procéder à des inspections de sécurité, à la veille du 100^e anniversaire du PCC qui aura lieu le 1^{er} juillet. Ainsi, le 15 juin, le gouvernement du Henan a interrompu la plupart des opérations minières de *Zhengzhou Coal & Electric* et *Henan Dayou Energy*, qui comptent une capacité de production annuelle d'environ 20 Mt de charbon, sans que la date de fin de la suspension ne soit précisée. Trois jours après, *Anyuan Coal Industry* a

annoncé la fermeture de ses cinq mines dans le Jiangxi jusqu'au 4 juillet. Enfin, à la demande du gouvernement provincial, toutes les mines de charbon en activité dans le Hubei doivent arrêter leur production à partir du 15 juin jusqu'au 5 juillet pour des travaux d'entretien majeurs.

Energie: le sud de la Chine a connu d'importantes pénuries d'électricité à l'arrivée de l'été

Depuis la mi-mai, plusieurs provinces du sud de la Chine (Guangdong, Guangxi, Yunnan) rationnent leur approvisionnement en électricité en réponse à la demande exceptionnelle causée par la reprise industrielle et des températures particulièrement chaudes, et ce alors que la sécheresse dans le sud-ouest de la Chine a limité la production d'hydroélectricité du Yunnan dont dépendent les provinces voisines. L'augmentation exceptionnelle des prix du charbon est également en cause, due à une capacité d'approvisionnement limitée. Les autorités locales ont été forcées de rationner l'approvisionnement en électricité des industries et des commerces, certaines usines se voyant contraintes de recourir à des générateurs diesel ou de décaler leurs productions aux week-ends pour satisfaire les commandes. Pour rappel, l'hiver dernier de nombreuses régions chinoises avaient également fait face à d'importantes coupures de courant et un rationnement de l'électricité (voir [Brèves hebdomadaires, semaine du 4 janvier 2021](#)).

Le problème d'approvisionnement en électricité dans le sud de la Chine a été l'un des points clés de la [conférence de presse](#) mensuelle de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) la semaine dernière. D'après les données avancées, la consommation électrique du sud de la Chine a augmenté de plus de 23,2% (+27% rien que pour le Guangdong) en glissement annuel depuis le début 2021, soit 5,5 points de plus que la moyenne nationale. La pointe de consommation dans le Guangdong a été atteinte le 22 mai avec 133 GW, soit 6 GW de plus que le maximum historique enregistré. La thermosensibilité de la consommation d'électricité dans le Guangdong explique en partie ces records. Au-delà d'une température de 30°C, chaque degré supplémentaire correspondant à une [augmentation de la consommation de 3 GW](#) en raison d'un recours massif à la climatisation. Or depuis mai, les températures ont atteint 35°C ou plus, soit en moyenne 4°C de plus comparé aux années précédentes.

Si la situation s'est améliorée depuis le début du mois de juin, la réponse aux pointes de consommation demeure un véritable enjeu en Chine, justifiant souvent la construction de nouvelles centrales thermiques ou le maintien des anciennes. Le CEC (*China Electricity Council*) anticipe la construction de [40 GW](#) de capacités de production d'énergie fossile pour 2021. La NDRC a d'ailleurs souligné lors de sa conférence de presse la nécessité d'augmenter les subventions aux centrales à charbon et gaz dans les régions concernées par des pénuries. En outre, même si le Guangdong dispose d'un des marchés pilotes de l'électricité les plus avancés de Chine (parmi les 8 existants, un nouveau lot de zones pilotes ayant été annoncé en mai), celui-ci est encore largement rigide comme en témoignent les [pertes considérables](#) auxquelles ont fait face 80% des fournisseurs d'électricité du Guangdong en mai. Alors que la demande exceptionnelle en énergie tirait le prix spot de l'électricité vers le haut, les fournisseurs d'électricité, engagés avec leur client dans des contrats long termes, ont dû vendre une grande partie de l'électricité à perte.

Energie : deux découvertes majeures de champs pétroliers dans le Xinjiang et en Mongolie Intérieure pour le chinois CNPC

La China National Petroleum Corporation (CNPC) a annoncé dimanche dernier la découverte d'un champ de pétrole de schiste aux réserves estimées à environ 1 milliard de tonnes dans le [bassin d'Ordos](#) (Mongolie Intérieure), devenant ainsi le plus grand champ de pétrole de schiste jamais découvert dans le pays. La veille le

groupe annonçait également la découverte d'un gisement de pétrole et de gaz d'1 milliard de tonnes dans le [bassin du Tarim](#) (Xinjiang) à une profondeur record de forage de 8470 mètres. Il pourrait s'agir de la plus grande réserve de pétrole découverte dans le bassin de Tarim (actuellement la plus grande zone pétrolière et gazière de Chine) au cours de ces 10 dernières années. Selon CNPC, les réserves devraient permettre la production de 4 millions de tonnes de pétrole et de 1,4 milliard de mètres cubes de gaz naturel par an d'ici 2025.

Pour mémoire, Petrochina (partie cotée de la CNPC) a enregistré une forte hausse de la production domestique de pétrole et de gaz en 2020, contribuant à plus de la moitié de la production totale de pétrole du pays. Son vice-président de la division E&P, Li Guoxin, à l'occasion d'une conférence qui s'est tenue à Pékin début juin, avançait que la sécurité énergétique était une condition préalable et la base du processus de réalisation de la neutralité carbone, et qu'ainsi le pétrole et la gaz demeurerait « très importants » dans les 10 à 15 prochaines années. Notamment, le développement des ressources non conventionnelles fait partie des priorités de Pékin pour assurer l'indépendance énergétique du pays, malgré les coûts élevés et les défis techniques associés à cette filière.

Biodiversité : le ministère des Ressources naturelles a publié la version en chinois du Standard mondial de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature

Le 23 juin, le ministère des Ressources naturelles (MNR) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ont [publié](#) conjointement la version en chinois du Standard mondial pour les solutions fondées sur la nature (SFN) ainsi que de ses orientations générales d'utilisation. Le Standard, initialement lancé en juillet 2020, avec le financement de l'Agence française de développement (AFD), est destiné à fournir des références aux autorités publiques et aux acteurs privés pour la mise en place de SFN, à même de lutter conjointement contre l'érosion de la biodiversité et contre le changement climatique. Par la même occasion, le MNR a rendu public dix cas « représentatifs » de la pratique chinoise en termes de protection et restauration écologiques, comme la gestion du bassin versant du lac Fuxian dans le Yunnan ou encore la rénovation urbaine de la ville de Chongqing.

Transport aérien : trafic aérien fortement en baisse à Shenzhen, et potentiellement à Hangzhou, dans un contexte de résurgence de passagers infectés au COVID-19

Le 16 juin dernier, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) prenait [la décision](#) de suspendre pour un mois le vol hebdomadaire d'Air China entre Johannesburg et Shenzhen, au motif que 32 passagers avaient été diagnostiqués positifs au COVID-19 sur le vol CA868 qui s'est posé à Shenzhen le 10 juin (chiffre ensuite porté à [38 malades](#) le 19 juin). La CAAC a une nouvelle fois appliqué les dispositions controversées dites de « *circuit breaker* », sanctionnant les compagnies aériennes par la suspension de liaisons aériennes régulières, ou par des limitations des taux de remplissage sur des durées variables, en fonction du nombre de passagers détectés positifs au COVID-19 à leur arrivée sur le sol chinois (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 26 avril](#)).

Les autorités de Shenzhen ont par la suite informé de la découverte de deux cas de personnes infectées au COVID-19, dont une serveuse travaillant dans un [restaurant de l'aéroport international de Bao'an](#) testée positive lors d'un contrôle de routine des employés de l'aéroport, bien que vaccinée. Selon les autorités, le séquençage génétique du virus ayant infecté cette employée [serait similaire](#) à ceux de plusieurs passagers du vol Air China (variant delta). Les 56 employés du restaurant concerné, désormais fermé au public, ont été placés en quarantaine. Toutes les boutiques attenantes ont provisoirement tiré le rideau. Dans une logique de recherche des chaînes de

contamination, l'aéroport a procédé à des tests à l'acide nucléique (PCR) en masse sur tous les employés de l'aéroport.

Depuis le 19 juin, [obligation est donnée](#) à tous les passagers entrant de présenter un test PCR négatif de moins de 48h à leur arrivée à l'aéroport de Shenzhen. Ces mesures de contrôle sanitaire s'ajoutent à celles exigées aux passagers sortant de la province du Guangdong depuis début juin (quel que soit leur mode de transport) (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 7 juin](#)). Toutes les personnes ayant fréquenté pendant plus d'une heure l'aéroport de Shenzhen Bao'an entre le 10 et le 18 juin voient le visuel de leur application santé numérique passer en « orange » (risque) : sous réserve de présentation d'un nouveau test PCR négatif, leur application peut repasser en « vert » (sans risque). Selon le cabinet chinois VariFlight, près de [400 vols intérieurs ont été annulés](#) au départ ou à destination de Shenzhen le 18 juin. A partir du 21 juin, les autorités de Shenzhen ont décidé de la [suspension](#) de nombreuses liaisons aériennes (plus de 70%) et le taux de remplissage s'est effondré à moins de 50% dans les lignes toujours actives. A titre d'illustration, entre le 22 juin et le 1^{er} juillet, [tous les vols entre Shenzhen et Pékin sont suspendus](#).

C'est dans ce contexte que les autorités de Hangzhou ont informé les compagnies aériennes, dont KLM qui opère une desserte de deux vols hebdomadaires depuis Amsterdam, de la mise en place dès cette semaine de nouvelles mesures sanitaires lors du débarquement des passagers. Selon de nouvelles instructions des autorités de Hangzhou, le personnel au sol missionné par la compagnie aérienne pour le contrôle des documents sanitaires individuels des passagers à leur arrivée en Chine, doit désormais être placé en isolement pendant 7 jours après avoir effectué ces tâches (en zone douanière internationale de l'aéroport, sans accès aux autres espaces), puis est tenu d'observer ultérieurement une quarantaine de 7 jours à son domicile. KLM a obtenu un moratoire pour l'application de ces mesures pour les deux vols de cette semaine, mais l'impossibilité matérielle d'allouer des effectifs à ces nouvelles conditions pourraient conduire à une annulation de facto de son programme de vols réguliers, pour une durée indéterminée, comme cela serait sans doute également le cas pour d'autres vols internationaux à destination de Hangzhou (parmi les compagnies étrangères, All Nippon Airways, Qatar Airways ou Cathay Pacific).

Aéronautique : Airbus consolide sa coopération industrielle et ses services en Chine

Airbus a inauguré en avril dernier à Tianjin un nouveau centre de complétion et de finition (CDC) pour les A350 livrés aux compagnies chinoises. Cette nouvelle installation, annoncée à la suite de la dernière [visite d'Etat](#) du président de la République en Chine en novembre 2019, a récemment été [certifiée](#) par les autorités compétentes européennes et chinoises. Le premier appareil A350 issu du CDC de Tianjin, destiné à rejoindre la flotte de China Eastern, devrait être livré d'ici quelques semaines. L'usine est opérationnelle, en dépit des [contraintes](#) d'accès au territoire chinois pour les expatriés français, du fait des mesures migratoires et sanitaires en vigueur.

C'est également au sein de l'écosystème de Tianjin qu'Airbus a annoncé cette semaine un renforcement de sa coopération industrielle avec Xi'an Aircraft, filiale d'AVIC, pour des [fuselages équipés destinés aux A320](#). Ce nouveau contrat, dont les termes ont été annoncés lors de la visite en Chine de Mme Angela Merkel en septembre 2019, devrait se concrétiser par la livraison du premier équipement en septembre prochain. L'objectif est d'assurer une production synchrone avec l'assemblage des appareils à l'usine d'assemblage de Tianjin (cadence de 6 appareils par mois avant la crise du COVID-19), qui a dépassé en octobre dernier la production de plus de 500

appareils A320, depuis son ouverture en 2008 (Voir Brèves du SER, [semaine du 26 octobre 2020](#)). Plus de 200 fournisseurs chinois participent à la chaîne de valeur des programmes aéronautiques d'Airbus, l'avionneur ayant annoncé avoir atteint l'an dernier 1 Md USD d'achats en Chine, soit +60% d'augmentation par rapport à 2016.

En outre, Sichuan Airlines vient de confirmer [l'extension](#) des contrats de maintenance et service pour la livraison de 10 appareils A350 à venir, en plus des 4 composant déjà sa flotte. La compagnie chinoise basée à Chengdu devient le 5^{ème} opérateur chinois à intégrer la plateforme [Skywise](#) d'Airbus, qui compte notamment [Spring Airlines](#). Ce service, qui permet aux opérateurs aériens une optimisation des rotations de maintenance, a fait l'objet d'un accord en 2019 entre [Airbus et Alibaba cloud](#), pour l'hébergement des données en Chine. Avec un marché potentiel de près de 2000 appareils Airbus en activité dans la flotte chinoise, le développement de fonctionnalités avancées de Skywise pourrait cependant se heurter à des exigences techniques complexes, du fait de la technologie américaine utilisée ([Palantir](#)) et de la réglementation chinoise sur le stockage de données en Chine. Comme l'indique M. George XU, PDG d'Airbus en Chine, dans un [entretien récent](#) accordé à l'agence Xinhua : « *il existe de nombreux domaines en Chine qui méritent d'être explorés par Airbus, dans une logique de coopération gagnant-gagnant* », en citant notamment les secteurs du *big data*, de l'intelligence artificielle, de la production et fabrication intelligentes, ou des nouvelles énergies.

Transport aérien : Juneayo étend son partenariat commercial avec Finnair, et poursuit son ambition de participer à la consolidation de l'offre de transport aérien en Chine

Juneayo Air, compagnie publique chinoise basée à Shanghai et membre de Star Alliance depuis 2017, a annoncé le développement de son [partenariat commercial avec Finnair](#), renforçant à compter du 1^{er} juillet prochain leur coopération sur les routes entre Helsinki et Shanghai, en l'étendant à 65 points en Europe et à 57 destinations en Chine. Finnair et Juneayo Air ont débuté leur coopération par des échanges de partage de codes en juillet 2019, au moment où Juneayo ouvrait un vol régulier Shanghai-Helsinki. Avant l'épidémie de COVID19, Finnair et Juneayo Air exploitaient chacun deux des vols quotidiens entre Helsinki et Shanghai. Depuis la mise en place par la Chine de la politique de restriction des vols internationaux en mars 2020, Finnair et Juneayo Air n'exploitent, respectivement et au maximum, que deux vols hebdomadaires sur cette route.

Juneayo a relativement limité ses pertes [en 2020](#), suite à la pandémie de COVID-19, avec un déficit d'exploitation de 749 M CNY (97 M EUR), loin derrière les bénéfices générés en 2019 (1,29 Md CNY soit 168 M EUR), mais à comparer aux [résultats](#) de la compagnie finlandaise partenaire (-595 M EUR de déficit en 2020, contre 163 M EUR de bénéfices en 2019). Avec sa flotte de 80 appareils, entièrement fournis par Airbus sur le segment des monocouloirs, Juneayo ne cache pas non plus ses ambitions de participer à la consolidation de l'offre des transporteurs chinois sur le marché intérieur, à la faveur notamment de la faillite du groupe HNA et de ses multiples compagnies aériennes. En effet, après avoir annoncé la constitution d'un fonds pour la reprise des actifs de HNA, en particulier de sa compagnie phare Hainan Airlines (voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 24 mai](#)), Juneayo a informé mi-juin de son association [avec l'agence Trip.com](#) dans une telle démarche.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Hunan : Lancement d'une première ligne de production de carbure de silicium dans le parc industriel de semi-conducteurs San'an de Changsha.

L'inauguration le 23 juin d'une ligne de production d'essai marque l'achèvement de la première phase d'un parc industriel qui fait l'objet d'un investissement total de 16 Mds CNY (2,5 Mds USD). Ce projet, qui figure parmi les dix projets industriels prioritaires de la province du Hunan, doit permettre à la Chine de se doter de sa première usine de production de carbure de silicium, matériau utilisé pour les semi-conducteurs dits de 3^e génération. Utilisés notamment pour la production de composants de puissance que l'on retrouve dans différentes applications (électronique, véhicules électriques, énergies renouvelables, électroménager...), le développement de l'industrie des semi-conducteurs de 3^e génération fait l'objet d'un soutien marqué des autorités, comme illustré par la création en mai dernier d'un groupe de travail à haut niveau sur le sujet, dirigé par le vice-Premier Ministre Liu He. San'an Optoelectronics est aujourd'hui le premier producteur de plaquettes épitaxiales et de puces LED de Chine, avec environ 58% des parts de marché.

Guizhou : Full Truck Alliance, plateforme numérique de fret routier, réussit son entrée à la Bourse de New York

La société *Full truck alliance* (« FTA »), connue en Chine sous le nom de *Manbang*, a été listée au *New York stock exchange* le mardi 22 juin. Basée à Guiyang, le service qu'elle fournit consiste à connecter les véhicules de transport interurbains avec les expéditeurs de marchandises, selon un modèle d'*uberisation* du fret routier. FTA revendique la position de plus grosse plateforme numérique de fret au monde, avec un volume de transactions de 173,8 Md CNY en 2020, couvrant 2,8 millions de chauffeurs, soit 20 % des chauffeurs de camions moyens et lourds du pays, pour un chiffre d'affaires de 2,58 Md CNY.

Introduite à 19 USD, l'action de FTA terminait la journée du 22 juin à 21,5 USD, synonyme de valorisation de marché de 23,6 Md USD. Déficitaire, la société compte utiliser les sommes levées pour étendre ses services et investir dans l'innovation.

Née en 2017 d'une fusion entre *Jiangsu Manbang* et *Guiyang Huochebang Technology*, FTA était [présentée en début d'année comme la première super licorne du Sud-ouest de Chine](#) et est la principale entreprise des nouvelles technologies à avoir son siège dans le Guizhou, province qui a fait du *big data* son secteur d'avenir et son argument d'attractivité.

Sources : [China daily](#), [Xinhua](#)

Sichuan : la province ordonne à son tour la fermeture des fermes de minage de crypto-monnaies

Après la Mongolie intérieure, le Xinjiang et le Qinghai, le Sichuan a décidé à son tour le vendredi 18 de la fin de l'activité de minage de crypto-monnaies, affectant particulièrement le bitcoin, dont 90 % de la capacité de minage se retrouverait bloquée suite à cette série de restrictions provinciales, ainsi qu'un tiers de la puissance de traitement du réseau global des crypto-monnaies.

S'appuyant sur des fermes immédiatement connectées aux centrales hydroélectriques dont ils exploitaient le surplus de génération, les acteurs du secteur espéraient pouvoir poursuivre leur activité au Sichuan, deuxième région de minage du bitcoin en Chine, en particulier dans la période actuelle de début de la saison des pluies. Cette décision confirme que la volonté de contenir le développement des crypto-monnaies va au-delà des critères environnementaux.

Sources : [Reuters](#), [Global Times](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Restrictions de déplacement liées à la Covid-19 : assouplissements de la quarantaine à Hong Kong pour les résidents vaccinés

La chef de l'exécutif hongkongais Carrie Lam a annoncé le 21 juin en conférence de presse une réduction de la durée de quarantaine à 7 jours à partir du 30 juin, contre 14 jours auparavant, pour les résidents hongkongais vaccinés revenant de « pays à risque moyen et élevé » dont la France fait partie, ainsi que de Taiwan, à condition qu'ils présentent un résultat positif d'un test sérologique révélant la présence d'anticorps, réalisé en amont de leur départ de Hong Kong (et moins de 3 mois avant la date de leur retour).

Distribution des bons d'achat de 5000 HKD à partir du 1er août

La distribution de bons d'achat aux résidents hongkongais pour un total de 5 000 HKD par personne (644 USD) va débuter en août. Elle sera échelonnée en trois coupons digitaux, un premier (à partir du 1^{er} août) et un second de 2 000 HKD (à partir du 1^{er} octobre), puis un troisième de 1 000 HKD à condition que les deux premiers aient été intégralement dépensés. Quatre fournisseurs de e-portefeuilles permettant de recevoir les bons d'achat du gouvernement sont associés (AlipayHK, Tap & Go, WeChat Pay HK et Octopus). Les bons seront distribués exclusivement aux résidents permanents hongkongais et aux immigrés en provenance de Chine continentale arrivés récemment (voir site gouvernemental dédié).

Inflation : l'indice des prix à la consommation poursuit sa légère hausse au mois de mai à +1%, après +0,8% en avril

Le rapport sur l'indice des prix à la consommation (IPC) du mois de mai publié par le département du recensement et des statistiques hongkongais le 22 juin fait état d'une hausse de +1% de l'IPC en glissement annuel (+0,1% en glissement mensuel désaisonnalisé), soit légèrement moins que le consensus recensé par Bloomberg (+0,1,1%). Cette hausse de l'IPC en mai est principalement due à la hausse du niveau des prix de l'énergie (+32,6% en g.a pour les prix de l'électricité, de l'eau et du gaz). L'inflation après retrait de l'impact du plan de soutien du gouvernement hongkongais est encore plus modérée à +0,2% (après +0,1% en avril). L'inflation sous-jacente (retraitée des éléments les plus volatils dont le niveau des prix de l'énergie et de l'alimentaire) est négative (-0,2% en g.a et -0,1% en g.m), et ce pour le 4^{ème} mois consécutif.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de 9% en mai

Le nombre de visiteurs à Macao a augmenté de 4,7% en g.a (3 399 310 personnes) au cours des 5 premiers mois de l'année. Une nette reprise est enregistrée en mai avec 866 063 visiteurs (+9% par rapport à avril 2021 et +5 268,3% en g.a.) mais les chiffres sont encore en retrait par rapport à mai 2019 (-74%).

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Commerce bilatéral : les exportations françaises progressent au cours des quatre premiers mois 2021

Selon [les douanes françaises](#), le commerce de biens entre la France et Taïwan a atteint 1,7 Mds EUR au cours des quatre premiers mois de l'année, soit une augmentation de 15,6% par rapport à la même période de 2020. Les exportations françaises progressent de 14,8% pour atteindre 594,8 M EUR, notamment en raison de la forte croissance du secteur « Produits de la construction aéronautique et spatiale » (77,1 M EUR, contre 4,6 M EUR sur les quatre mois 2020). Hors aéronautique, nos exportations sont en progression modeste (+0,8%). Parmi les autres produits les plus demandés, les produits pharmaceutiques (48,4 M EUR, +5,9%), les cuirs, bagages et chaussures (43,1 M EUR, +67,8%), les boissons (41,3 M EUR, +24,5%) et les parfums, cosmétiques et produits d'entretien (36,1 M EUR, +19,1%) progressent, alors que les produits chimiques divers, 1er poste d'exportation hors aéronefs, enregistrent une baisse de 9,6% à 53,6 M EUR. Les importations en provenance de Taïwan, quant à elles, augmentent de 16% pour atteindre 1,1 Mds EUR, avec notamment les achats des composants et cartes électroniques (270 M EUR, +10,8%), des ordinateurs et équipements périphériques (160 M EUR, +35%) et des cycles et motocycles (108 M EUR, +38%). Au final, notre déficit commercial progresse de 17,5% à 526 M EUR.

Covid-19 : un partenariat public privé pour relancer la campagne de vaccination

Les Etats-Unis se sont engagés à livrer 2,5 M de doses du vaccin Moderna à Taïwan. Ce don est 3 fois supérieur à celui annoncé par une délégation de sénateurs américains (Tammy Duckworth, Christopher Coons et Dan Sullivan) lors de leur visite à Taïwan début juin. A ce jour, l'île est parvenue à se procurer 4,85 M de doses, essentiellement de l'AstraZeneca et du Moderna pour une population de 23 millions d'habitants. Par ailleurs, le 18 juin, suite à une rencontre entre la Présidente TSAI Ing-wen, le fondateur de Foxconn, Terry GOU et le chairman de TSMC, Mark LIU, [les deux groupes phares de la tech taïwanaise ont été autorisés à importer chacun 5 millions de doses du vaccin Pfizer/BioNTech](#) d'Allemagne pour un montant estimé à plus de 216 M USD : les trois parties se sont entendues sur le fait que les vaccins devaient être produits et emballés en Allemagne et livrés directement à Taïwan. [TSMC a rappelé que cette initiative était soutenue par son conseil d'administration](#). L'Allemagne se positionne comme un fournisseur de premier plan de vaccins contre la Covid-19 de Taïwan comme l'avait souhaité la ministre de l'économie taïwanaise lorsque le ministre allemand de l'économie lui avait écrit pour lui demander d'augmenter la fourniture de composants électroniques à l'industrie allemande. Cette évolution est de nature à resserrer les liens entre les acteurs allemands et taïwanais de la Tech.

Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

[Lors de la dernière réunion de politique monétaire du 17 juin](#), la Banque centrale (CBC) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés suite à la baisse historique de mars 2020. Elle a revu à la hausse sa prévision de croissance de l'économie taïwanaise pour 2021 à 5,08% contre 4,53% annoncé en mars 2021. La CBC anticipe un taux d'inflation (CPI) de 1,6% et de 1,11% hors énergie et fruits et légumes (Core CPI). Pour mémoire, la DGBAS a

quant à elle anticipé, dans ses dernières prévisions, une croissance de 5,46% et un taux d'inflation de 1,72% en 2021. Suite à l'aide financière déployée en avril 2020 pour les entreprises en difficulté, la CBC a annoncé une enveloppe supplémentaire de 100 Mds TWD allouée aux PME (l'enveloppe totale s'établit donc à 400 Mds TWD). Selon la CBC, les banques locales ont accepté, jusqu'ici plus de 220 000 demandes de prêts (326 Mds TWD soit près de 9,5 Mds EUR). Par ailleurs, afin d'endiguer un flux trop élevé de crédits bancaires dans le secteur immobilier et de réduire le risque de crédit de ces prêts, la CBC, suite à ses deux interventions de décembre 2020 et mars 2021, a décidé d'introduire de nouvelles mesures de contrôle, qui entreront en vigueur dès le 1er juillet. Ces mesures de lutte contre la spéculation immobilière prennent en compte l'amendement de la loi relative à l'impôt sur le revenu, adopté en avril, qui consiste à taxer les plus-values réalisées sur des achats immobiliers de court terme ainsi que la révision du mécanisme de déclaration sur les montants des transactions.

Tensions inter détroit : le bureau économique et culturel de Taipei à Hong Kong pourrait fermer dès juillet

Sept employés du Bureau économique et culturel de Taipei à Hong Kong sont rentrés à Taïwan le 20 juin n'ayant pu renouveler leur visa, [les autorités de Hong Kong imposant la signature d'un document reconnaissant le principe d'une Chine unique](#). Cette requête, mise en place en juillet 2018 (et élargie aux agents du Taitra et du Bureau du tourisme en 2021), avait conduit dans un premier temps quatre employés à quitter leur fonction, en 2019, à l'expiration de leur visa. Aujourd'hui, hors recrutés locaux, [le bureau ne compte plus qu'un attaché commercial](#) dont le visa expirera en juillet prochain. A ce stade, les autorités taïwanaises ont insisté sur le fait qu'elles tentaient de poursuivre leur mission via la mise en place de procédures en ligne. Le bureau de représentation taïwanais à Macao, qui ne compte plus que cinq agents expatriés, serait dans la même situation... Dans l'autre sens, le Bureau économique et culturel de Hongkong à Taipei avait annoncé unilatéralement l'arrêt de ses activités le 18 mai dernier, suivi par le bureau économique et culturel de Macao, le 16 juin. En 2020, un peu plus de 10800 Hongkongais se sont installés à Taïwan, soit près de deux fois plus qu'en 2019.

5G : premier atelier franco-taïwanais dédié aux applications dans l'industrie et le secteur de la santé

Dans le cadre d'un dialogue de coopération industriel entre la Direction Générale des Entreprises (DGE) et le ministère taïwanais des affaires économiques (IDB) un webinaire dédié aux applications de la 5G à l'industrie et à la santé s'est tenue le 24 juin. Il a réuni une soixantaine de participants (8 entreprises françaises, 8 entreprises taïwanaises, 2 centres de recherche et 2 associations professionnelles taïwanaises) qui ont partagé des retours d'expériences sur des cas d'usage de la 5G et des réseaux télécoms les supportant. Quatre entreprises françaises (Amarisoft, CapGemini, Halys, Lacroix) ont représenté le savoir-faire français en matière de télécoms et de leurs usages et cinq taïwanaises leurs principaux projets. Ceux présentés par les entreprises françaises ont été, pour leur plus grande part, soutenus par l'Etat français à travers [l'Appel à projet dédié à la 5G du Plan de relance](#). Les remarques conclusives du représentant de l'IDB ont encouragé les entreprises à approfondir leurs échanges, l'ITRI (Industrial Technology Research Institute), TEEMA (Taiwan Electrical & Electronic Manufactures association) se proposant comme point d'entrée pour les entreprises françaises. Ce constat pourrait aboutir à de nouvelles coopérations franco-taïwanaises autour de la 5G et de ses applications à l'industrie et à la santé (source : DGE).

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Hu Haowei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr